

AUTODETERMINAZIOAREN BIDETIK, INDEPENDENTZIA!

Le trentième anniversaire de la Constitution espagnole s'annonce devant la société basque à un moment politique transcendant. L'instrument qui a canalisé la transition post-franquiste, en privant Euskal Herria des droits démocratiques qui lui correspondent en tant que nation et en créant des rapports de dépendance et de subordination politico-économique, reste toujours le totem déterminant de l'unionisme espagnol permettant de maintenir le conflit de souveraineté entre Euskal Herria et l'État espagnol.

Quand on parle de Constitution espagnole, on parle aussi des branches qui se dégagent du tronc pyramidal juridico-politique : les statuts d'autonomie. Les statuts et la Constitution ne peuvent pas être abordés séparément comme ont souvent fait des dirigeants du PNV pour contourner leurs restrictions structurales et pour assurer leur engagement politique. Il s'agit d'une fraude analytique et, bien évidemment, d'une fraude politique. La Constitution et les statuts représentent donc un même bloc juridico-politique.

1.-L'opération constitutionnelle et statuaire

Trente années sont suffisantes pour faire un bilan important, clair et posé sur l'évolution politique à Euskal Herria et sur le processus de libération nationale qui oppose ses travailleurs et son peuple à l'État espagnol. Très souvent la densité du brouillard politique lors d'une conjoncture déterminée entrave l'évaluation convenable des différentes phases du processus de libération nationale.

En premier lieu, il faut retenir que la gauche abertzale est la seule à s'être opposée à l'opération conçue par les pouvoirs factuels économiques et militaires, en adoptant des attitudes plaintives, de résistance et d'alternative politique.

Aujourd'hui, 30 ans plus tard, nous entendons des voix qui, faisant preuve d'une honnêteté tardive, reconnaissent ouvertement que la transition s'est déroulée sous les ordres et l'extorsion d'une armée espagnole et de secteurs oligarchiques qui ont clairement imposé les limites de ladite réforme politique. L'unité de l'Espagne dans un nouveau cadre d'organisation territoriale interne, la propriété privée, la monarchie, le drapeau et une "loi sans retour possible" sur les crimes de la dictature correspondaient aux piliers sur lesquels la "jeune démocratie espagnole" devait se bâtir.

Cette "loi de l'amnistie de 1977" est paradoxalement aujourd'hui un coupe-feu qui évite que le franquisme, un des rares régimes fascistes exempté de sa politique criminelle, se soumette à un jugement politique et pénal.

Ce sont donc ces piliers, acceptés et légitimés par des secteurs de la gauche espagnole et le nationalisme basque, qui ont crédibilisé la réforme du franquisme, en mettant donc en condition les alternatives politiques et sociales progressistes. Par conséquent, le pacte constitutionnel et les pactes de la Moncloa ont représenté les deux faces d'une transition menée sous la tutelle de l'esprit du franquisme.

En termes de politique, cette transition est à présent réduite à un affaiblissement évident à Euskal Herria, et la gauche abertzale ne veut pas rester ancrée dans le passé bien qu'il soit nécessaire, le regard tourné vers l'avenir, de considérer ce moment historique sous un point de vue pédagogique. Tout simplement, comme cela a été écrit, "les peuples qui oublient leur propre histoire sont condamnés à la revivre".

2.-Les objectifs de l'opération

L'objectif de l'État dans l'opération constitutionnelle-statuaire était clair : viser l'annihilation politique du projet indépendantiste en légitimant un statut de partition du territoire et une absence de souveraineté. La division du sujet national à Hego Euskal Herria (comme c'est le cas des Pays Catalans) cherchait à outrager le sujet politique basque et, à son tour, le but était de neutraliser avec des "autonomies" le problème national interne par le biais de la disposition artificielle de la carte territoriale (17 autonomies).

L'imposition de cet instrument juridico-politique, ainsi que la cession de la gestion autonome au PNV et au PSN, allait de pair avec le combat répressif de la dissidence et résistance incarnées par la gauche abertzale. À travers la création de lois spéciales et des crimes de l'État (GAL et autres), les différents Gouvernements ont recherché la réinsertion politique de la gauche indépendantiste dans le modèle constitutionnel.

3.-Bilan politique

Nous, indépendantistes de gauche, avons fait face à cette situation à travers l'organisation du peuple, la lutte dans les mairies et les parlements, la lutte syndicale, la lutte populaire (...), et nous pouvons humblement affirmer que, même si nous avons commis des erreurs et subi des échecs partiels, nous avons démasqué et affaibli le cadre constitutionnel-statuaire que l'on a voulu imposer à Euskal Herria.

Aujourd'hui, nous affirmons sans aucun doute que le cadre constitutionnel-statuaire n'a point de crédibilité ni de capacité dans son parcours stratégique. La plupart de la population basque souhaite construire son avenir conformément à des paramètres substantiellement et radicalement différents de ceux qui sont imposés par la Constitution et les statuts de partition.

Nous déclarons catégoriquement que les conditions objectives et subjectives pour le changement politique sont une réalité perceptible dans le tissu social et populaire d'Euskal Herria.

En même temps, le nombre de citoyens qui aspirent à la construction d'un État basque en Europe a augmenté durant les dernières décennies, ce qui nous permet d'affirmer qu'ils pourraient représenter une majorité dans une scène politique au niveau de notre pays. De plus, cette réalité repose sur le fait constaté que la Communauté Internationale, et plus précisément l'Union européenne, assiste à la naissance de nouveaux États comme résultat de la volonté démocratique de différentes nations. Les exemples de l'Irlande, l'Écosse, Flandes, le Groenland... ou depuis quelques années la Slovénie, la Slovaquie, la Biélorussie, la Lituanie...sont le reflet net d'une conjoncture internationale où la volonté des peuples d'accéder à un

statut d'État s'achemine vers la scène européenne.

Ainsi, en tant que gauche transformatrice, nous témoignons avec joie et impatience des nouveaux phénomènes qui ont lieu dans le monde, principalement en Amérique latine. Des processus qui se sont transformés en une deuxième lutte en faveur de la souveraineté politique et économique, et contre le colonialisme exercé par les multinationales et la capitale économique internationale.

Puis, alors que nous sommes impliqués dans l'énième crise cyclique du capitalisme, nous réaffirmons notre volonté de défendre les intérêts du peuple ouvrier basque dans sa lutte en faveur d'un modèle social alternatif.

4.-La situation actuelle : nos défis

Réflexion faite, la gauche abertzale estime qu'Euskal Herria est en état d'ouvrir un nouveau cycle politique. La voie entamée actuellement, dont le but est de quitter un modèle affaibli et créer une nouvelle scène, repose sur des bases politiques qui ne sont pas bien définies; ces lacunes s'observent aussi bien dans le débat politique que dans la stratégie de l'État en général.

Nous, indépendantistes et socialistes basques, lançons dans cette conjoncture un défi important : construire une stratégie efficace pour atteindre nos objectifs tactiques et alimenter le plan stratégique; une stratégie efficace pour obtenir une scène démocratique qui laissera place à la matérialisation de toutes les options politiques et renforcera le projet indépendantiste et socialiste.

Nos tâches consisteront donc dans :

a) La neutralisation des propos du PNV de rééditer le passé avec des "accords politiques" dont l'intention est d'entraver le changement politique basé sur la reconnaissance d'Euskal Herria comme nation. Les crédits politiques et économiques de ce parti ne peuvent pas retomber à nouveau sur l'ensemble du peuple basque.

Les tentatives de réédition des vieilles formules autonomistes, nous faisant retomber dans les mêmes erreurs qu'il y a 30 ans, doivent être neutralisées par les secteurs indépendantistes basques. Dans ce sens, nous, indépendantistes, devons conjuguer nos efforts et créer un bloc populaire indépendantiste capable de transformer en un pôle alternatif tous ceux qui veulent redresser les mécanismes de refus et d'imposition existants, en tournant le dos au sentiment populaire abertzale et progressiste.

b) La construction d'une alternative réelle et efficace offrant au peuple basque les instruments politiques et sociaux, d'organisation et institutionnels pour entamer un chemin partant de la réalité actuelle et allant jusqu'à la construction de l'État basque. La construction de cet État devra articuler le sujet national basque et, en même temps, proposer une alternative réelle du modèle social présent, en plaçant en premier lieu les intérêts des travailleurs et des populaires au niveau de l'activité politique et institutionnelle.

c) La construction d'un processus de dialogue et de négociation politique qui mène Euskal Herria, sur la base de la reconnaissance nationale et du respect de la volonté de la citoyenneté basque, vers une scène de paix juste, stable et durable. Dans ce sens, nous réaffirmons notre chemin entamé avec la Déclaration d'Anoeta et nous signalons qu'il n'est possible de surmonter de manière démocratique le conflit politique qu'en nous reposant sur la négociation et le dialogue et en abordant des solutions intégrales qui, entre autres, permettent d'obtenir la libération des emprisonnés politiques basques.

d) La réponse à la répression et à l'apartheid politique et institutionnel en articulant un front populaire important contre la violation systématique des droits politiques, la répression et la persécution de secteurs de la société basque.

Nous faisons donc appel aux secteurs indépendantistes pour qu'ils conjuguent leurs efforts et fassent face à ces défis et à ces tâches efficacement.

Finalement, conformément aux défis et aux tâches proposés, nous estimons nécessaire que nous et tous les agents syndicaux, sociaux et politiques avec lesquels nous partageons ces objectifs, nous abordions un débat et une réflexion à caractère stratégique.

Notre prédisposition et notre volonté pour mener à bien tout cela sont réelles.

À Euskal Herria, le 6 décembre 2008.